

SCHWEIZERISCHER BUNDESRAT  
 CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE  
 CONSIGLIO FEDERALE SVIZZERO

Beschluss

Décision

Decisione

- 6 MARS 1989

394

3003 Berne, le 17 février 1989

Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers

Au Conseil fédéral

Vu la proposition du DFF du 17 février 1989

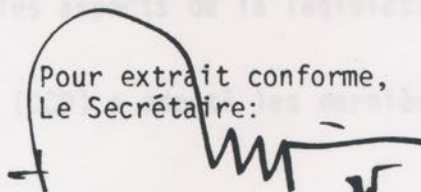
Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

d é c i d é :

1. L'annexe J.1. de la Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers est adoptée.
2. Le Département des affaires étrangères est chargé de notifier au Secrétaire général du Conseil de coopération douanière à Bruxelles l'acceptation par la Suisse de cette annexe, assortie de la réserve suivante:  
"Pratique recommandée 12"  
 La législation suisse n'accorde en principe pas d'assistance mutuelle en matière douanière."
3. La Chancellerie fédérale est chargée, d'entente avec le Département fédéral des affaires étrangères et la Direction générale des douanes, de la publication du titre de l'annexe dès son entrée en vigueur avec la mention de la possibilité de consulter le texte auprès de la Direction générale des douanes.

Publication:  
 Recueil officiel

Pour extrait conforme,  
 Le Secrétaire:



Protokollauszug an:				
ohne / <input type="checkbox"/> mit Beilage				
z.V.	z.K.	Dep.	Anz.	Akten
	X	EDA	10	-
		EDI		
	Y	EJPD	5	-
		EMD		
X		EFD	14	-
	Y	EVD	8	-
		EVED		
Y		BK	5	-
X		EFK	2	-
X		Fin.Del.	2	-





EIDGENÖSSISCHES FINANZDEPARTEMENT  
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES FINANCES  
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELLE FINANZE

14/302.88

3003 Berne, le 17 février 1989

Au Conseil fédéral

Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers: acceptation d'une nouvelle annexe J.1. concernant les applications douanières des ordinateurs

---

I

Par arrêté fédéral du 17 mars 1976 <sup>1)</sup>, les Chambres ont approuvé la Convention internationale du 18 mai 1973 pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers <sup>2)</sup>.

Le Conseil fédéral est autorisé à accepter les annexes supplémentaires élaborées dans le cadre de la présente convention (art. 3 de l'AF).

II

Aperçu général

La convention précitée a pour objet l'établissement, à une échelle mondiale, d'une réglementation couvrant tous les aspects de la législation douanière.

Le Conseil de coopération douanière (CCD) a adopté les dernières annexes de la convention en juin 1980.

Lorsqu'elle a ratifié la convention en avril 1977, la Suisse a adopté 16 annexes, puis 9 autres en juillet 1985 portant ainsi à 25 le nombre total d'annexes adoptées.

---

1) RO 1977 1435

2) RS 0.631.20

## III

### 3.1 La Nouvelle annexe

Le CCD a estimé indispensable d'élaborer une nouvelle annexe afin d'incorporer dans la convention de Kyoto les normes intéressant l'informatique pour tenir compte de l'utilisation qui est faite des techniques informatiques à l'appui des procédures douanières et d'assurer une utilisation coordonnée de celles-ci.

En juin 1987, le CCD a adopté l'annexe J.1. concernant les applications douanières des ordinateurs. La convention comprend désormais 31 annexes.

Cette annexe vise notamment, d'une part, à faciliter la mise en place de systèmes informatiques entre les administrations douanières et les intervenants au commerce international et d'autre part à promouvoir l'emploi des normes internationales dans le domaine de la télématique.

Elle prévoit également une certaine coopération technique et un échange de renseignements sur le plan international. La Pratique recommandée 12 vise à couvrir le besoin d'informations et la possibilité de contrôles indispensables aux administrations douanières ayant accordé des procédures douanières simplifiées, fondées sur l'informatique, à des entreprises dont le siège ou l'ordinateur central est situé dans un autre pays.

### 3.2 Acceptation, réserves, publication

La Suisse est à même d'accepter cette annexe qui ne présente pas de divergences à l'égard de notre législation.

Toutefois, afin de préciser que la législation suisse n'accorde en principe pas d'assistance mutuelle en matière douanière, notre acceptation devra s'assortir de la notification d'une réserve à l'égard de la Pratique recommandée 12.

En outre, en application du chiffre 3, lettre b) de la décision du 14 mars 1977 du Conseil fédéral, le texte des annexes n'est pas publié au

- 3 -

Recueil des lois, mais uniquement le titre des annexes que notre pays a acceptées. Il est signalé que le texte des annexes peut être consulté auprès de la Direction générale des douanes.

Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers

## IV

Conséquence financière et économique, influence sur l'effectif du personnel

L'acceptation de l'annexe J.1. n'apportera pas de modification aux dispositions actuellement en vigueur.

Elle n'entraîne aucune répercussion financière ni d'effets sur l'effectif du personnel.

2. Le Département des affaires étrangères est chargé de notifier au Secrétaire général du Conseil de coopération douanière à Bruxelles l'acceptation par la Suisse de cette annexe, assortie de la réserve suivante:

## V

Vu ce qui précède et d'entente avec les services intéressés de l'administration fédérale, le Département des finances vous propose d'approuver le projet de décision ci-joint.

DEPARTEMENT FEDERAL DES FINANCES

3. La Chancellerie fédérale est chargée d'entente avec le Département fédéral des affaires étrangères et la Direction générale des douanes, de la publication du titre de l'annexe J.1. en entrée en vigueur avec la mention de la possibilité de consulter le texte auprès de la Direction générale des douanes.

*Stich*

Stich

Annexes:

- Projet de décision du Conseil fédéral
- Texte de l'annexe J.1. (français/allemand)

Pour co-rapport:

- DFAE (Direction du droit international public)
- DFJP (Office fédéral de la justice)
- DFEP (Office fédéral des affaires économiques extérieures)
- Chancellerie fédérale

Extrait du procès-verbal:

- DFF 14 (GS 7, DGD 7)
- DFAE
- DFJP
- DFEP
- Chancellerie fédérale

ANNEXE J.1  
Annexe  
concernant les applications  
informatiques des douanes

ANNEX J.1  
Annex  
concerning Customs applications  
of computers

Introduction

Les administrations des douanes  
utilisent de plus en plus fréquemment  
les techniques informatiques.

Computer techniques are being  
used increasingly by Customs  
administrations.

Introduction

Computer techniques are being  
used increasingly by Customs  
administrations.

---

Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des  
régimes douaniers

Vu la proposition du DFF du 17 février 1989

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

d é c i d é :

1. L'annexe J.1. de la Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers est adoptée.
2. Le Département des affaires étrangères est chargé de notifier au Secrétaire général du Conseil de coopération douanière à Bruxelles l'acceptation par la Suisse de cette annexe, assortie de la réserve suivante:  
"Pratique recommandée 12"  
La législation suisse n'accorde en principe pas d'assistance mutuelle en matière douanière."
3. La Chancellerie fédérale est chargée, d'entente avec le Département fédéral des affaires étrangères et la Direction générale des douanes, de la publication du titre de l'annexe dès son entrée en vigueur avec la mention de la possibilité de consulter le texte auprès de la Direction générale des douanes.

Publication:  
Recueil officiel

Pour extrait conforme,  
Le Secrétaire:

## ANNEXE J.I.

Annexe  
concernant les applications  
douanières des ordinateurs

## Introduction

Les administrations des douanes ont de plus en plus fréquemment recours aux techniques informatiques à l'appui d'une large gamme d'opérations douanières comme le contrôle des inventaires, les relevés concernant les marchandises, le traitement des déclarations de marchandises, la comptabilité des recettes, la mise en entrepôt, la lutte contre la fraude, etc.

Les entreprises, et notamment les transporteurs, les importateurs, les exportateurs, les autorités portuaires, les transitaires, les banques, les compagnies d'assurances, les autorités postales, etc., utilisent les techniques informatiques dans divers domaines intéressant la douane, comme l'établissement de déclarations sur papier ou par ordinateur dans les systèmes d'échange électronique des données.

En raison de la diminution du coût du matériel et des possibilités qu'offre la télématique, l'emploi des techniques informatiques est appelé à se généraliser à l'avenir dans le commerce international pour faciliter les mouvements de marchandises.

La présente Annexe vise à faciliter le commerce international et à aider les administrations douanières en encourageant l'utilisation des techniques modernes à l'appui de la simplification des procédures, à promouvoir l'emploi de normes internationales pour les échanges de données entre les administrations douanières et les autres participants au commerce international et à aider et orienter les administrations des douanes dans la mise en place de nouveaux systèmes informatiques douaniers et l'amélioration des systèmes existants.

## ANNEX J.I.

Annex  
concerning Customs applications  
of computers

## Introduction

Computer techniques are being used increasingly by Customs administrations to support a wide range of Customs operations such as inventory control, accounting for goods, Goods declaration processing, accounting for revenue, warehousing, enforcement, etc.

The trading community, e.g. carriers, importers, exporters, port authorities, freight forwarders, banking and insurance companies, postal authorities, etc., utilize computer techniques in a variety of Customs-related areas such as the production of Customs declarations on paper documents or in computer-readable format in electronic data interchange systems.

Because of decreasing hardware costs and the opportunities afforded by the merging of data processing and telecommunications technologies, computer techniques will be used on an even wider scale in the future in international trade in order to facilitate the movement of goods.

The main objectives of this Annex are to facilitate international trade and to assist Customs administrations by encouraging the use of modern techniques to support Customs procedures; to promote the use of international standards in the interchange of data among Customs administrations and other participants in international trade and to assist and guide Customs administrations in the establishment of new Customs systems and the improvement of existing systems.

## Définitions

Pour l'application de la présente Annexe, on entend :

- a) par "applications douanières des ordinateurs" : toutes les opérations douanières qui s'appuient sur l'utilisation des techniques informatiques;
- b) par "code" :
1. un ensemble de règles claires précisant la manière dont des données peuvent être représentées sous une forme individualisée;
  2. la représentation d'une donnée selon un code ou la représentation d'un caractère dans un jeu de caractères codés;
  3. un ensemble complet de représentations codées défini par un code ou par un ensemble de caractères codés;
- c) par "élément d'information" : un concept et un attribut associés dont la définition, la représentation, l'identification et le sens ont été arrêtés. Il consiste en une partie générique représentant un concept défini et un attribut, la donnée élémentaire;
- d) par "Dossier sur l'informatisation" : le Dossier sur l'informatisation des opérations douanières qui contient les résultats des études, y compris les recommandations et les directives, entreprises par le Conseil;
- e) par "document" : tout support destiné à contenir et contenant effectivement un ensemble de données; il comprend les bandes ou les disques magnétiques, les microfilms, etc.;

## Definitions

For the purposes of this Annex :

- (a) the term "Customs applications of computers" means all Customs operations which are supported by the use of ADP (Automated Data Processing) techniques;
- (b) the term "code" means :
1. a set of unambiguous rules specifying the manner in which data may be represented in a discrete form,
  2. the representation of an item of data established by a code or the representation of a character established by a coded character set;
  3. the complete set of coded representations defined by a code or by a coded character set;
- (c) the term "data element" means a concept and associated attribute for which the definition, representation, identification and meaning have been agreed. It consists of a generic part representing a defined concept and an attribute, the data item;
- (d) the term "Computerization File" means the File on the computerization of Customs operations. This contains the results of studies undertaken by the Council as well as recommendations and guidelines;
- (e) the term "document" means any medium designed to carry and actually carrying a record of data entries, it includes magnetic tapes and disks, microfilms, etc.;

f) par "protocole d'interface" : un ensemble de règles qui définissent la façon dont les membres du réseau mettent en communication les systèmes informatiques, échangent des données et mettent fin aux communications;

g) par "syntaxe des messages" : un ensemble de règles qui définissent la méthode utilisée pour structurer les données des usagers aux fins de la télétransmission;

h) par "contrôle de la douane" : l'ensemble des mesures prises en vue d'assurer l'observation des lois et règlements que la douane est chargée d'appliquer.

(f) the term "interface protocol" means a set of rules which define how network components establish communications between computer systems, exchange data and terminate communications;

(g) the term "message syntax" means a set of rules which define the method of structuring user data for teletransmission purposes;

(h) the term "Customs control" means those measures applied to ensure compliance with the laws and regulations which the Customs are responsible for enforcing.

### Principes

#### 1. Norme

Les applications douanières des ordinateurs sont régies par les dispositions de la présente Annexe.

#### 2. Norme

Les autorités douanières étudient la possibilité d'utiliser les techniques informatiques à l'appui des opérations douanières et, en se fondant sur les conclusions de ces recherches, elles adoptent des systèmes informatisés lorsque cela s'avère possible, rentable et approprié.

#### Notes

1. Les techniques informatiques peuvent être utilisées à l'appui des opérations douanières dans un grand nombre de domaines, tels que :

- le contrôle des inventaires,
- les relevés concernant les marchandises,
- la comptabilité de recettes,
- le traitement des déclarations de marchandises,
- l'établissement des statistiques,
- la lutte contre la fraude.

### Principles

#### 1. Standard

Customs applications of computers shall be governed by the provisions of this Annex.

#### 2. Standard

The Customs authorities shall investigate the feasibility of using ADP techniques to support Customs operations and based on the findings of such reviews, shall introduce computerized systems where feasible, cost-effective and otherwise appropriate.

#### Notes

1. ADP techniques may be used to support Customs operations in a wide variety of areas such as :

- inventory control,
- accounting for goods,
- accounting for revenue,
- Goods declaration processing,
- production of statistics,
- enforcement.



2. Les autorités douanières peuvent obtenir des entreprises qu'elles participent à la mise au point des systèmes et aux frais d'exploitation compte tenu du fait que l'informatisation sera profitable non seulement à la douane mais également aux autres intervenants.

3. Norme

Lorsqu'elles étudient la possibilité d'adopter des systèmes informatiques ou bien la conception et la mise en oeuvre des systèmes, les autorités douanières examinent les directives contenues dans le Dossier sur l'informatisation et appliquent lorsqu'il y a lieu les mesures qui y sont recommandées.

4. Pratique recommandée

Les autorités douanières devraient tirer parti le plus possible des sources d'information et des techniques informatiques aux fins du contrôle de la douane.

#### Examen de la législation nationale avant informatisation

5. Pratique recommandée

Avant d'adopter des techniques informatiques, les Parties contractantes devraient examiner la législation nationale existante. Lorsque la législation nationale est complétée ou révisée, les Parties contractantes devraient veiller à ce que cette législation tienne compte à la fois des procédures informatiques et des procédures manuelles.

6. Pratique recommandée

Les Parties contractantes devraient veiller à ce que toute législation nouvelle ou révisée prévoie :

2. Customs authorities may obtain a proportion of system development and operational costs from the trading community in recognition of the fact that the benefits of computerization accrue not only to Customs but also to other participants in trade.

3. Standard

In examining the feasibility of introducing ADP systems and in the design and implementation of systems, Customs authorities shall review the Guidelines contained in the Computerization File and, where appropriate, apply the measures recommended therein.

4. Recommended Practice

Customs authorities should make the greatest possible use of information sources and ADP techniques for Customs control purposes.

#### Review of national legislation prior to computerization

5. Recommended Practice

Prior to introducing the use of ADP techniques Contracting Parties should review existing national legislation. Whenever national legislation is being developed or revised, Contracting Parties should ensure that such legislation caters for computerized procedures as well as manual procedures.

6. Recommended Practice

The Contracting Parties should ensure that new or revised legislation provides for :

- d'autres méthodes de transmission des renseignements comme solution de remplacement aux documents établis sur papier (support magnétique ou télétransmission par exemple);
- d'autres méthodes d'authentification comme solution de remplacement aux signatures manuscrites et autres signatures sur papier;
- de définir les termes pertinents en utilisant une définition acceptée à l'échelon international tenant compte des supports informatiques.

#### 7. Pratique recommandée

Les autorités douanières devraient examiner, et le cas échéant, moderniser les procédures manuelles, les documents et les pratiques de codage en vigueur dans leurs pays avant d'adopter des techniques informatiques.

#### 8. Pratique recommandée

Les Parties contractantes devraient veiller, sous réserve des conditions arrêtées par la législation nationale, à ce que les autorités douanières aient le droit de détenir des données pour leurs propres besoins et, le cas échéant, d'échanger ces données avec d'autres administrations douanières et avec toute autre partie concernée au moyen de techniques informatiques. De même, les autorités douanières devraient avoir accès aux systèmes informatiques des entreprises à des fins de vérification et de contrôle comptable.

#### Application des normes internationales

#### 9. Pratique recommandée

Dans la mesure du possible, les applications informatiques mises en oeuvre par les autorités douanières devraient utiliser les normes acceptées à l'échelon international, notamment celles qui ont été adoptées par le Conseil et indiquées dans le Dossier sur l'informatisation.

- other information transmission methods as an alternative to paper-based documentary requirements e.g. magnetic media and teletransmission;

- other authentication methods as an alternative to hand-written and other paper-based signatures;

- the definition of relevant terms by using internationally accepted definitions which take account of ADP media.

#### 7. Recommended Practice

The Customs authorities should review and where appropriate modernize existing manual procedures, documentation and coding practices prior to introducing the use of ADP techniques.

#### 8. Recommended Practice

Subject to conditions laid down in national legislation, the Contracting Parties should ensure that the Customs authorities have the right to retain information for their own use and, as appropriate, to exchange such information with other Customs administrations and all other interested parties by means of ADP techniques. Similarly, Customs authorities should have access to traders' computer systems for verification/audit purposes.

#### Use of international standards

#### 9. Recommended Practice

Whenever practicable, computer applications implemented by Customs authorities should use internationally accepted standards, especially those adopted by the Council and referred to in the Computerization File.

## Note

L'adoption de normes internationales régissant la représentation des éléments d'information, les codes ou les structures de codification, les protocoles d'interface et la syntaxe des messages est de nature à faciliter les échanges de données entre administrations des douanes ainsi qu'entre les administrations des douanes et les usagers du commerce international lorsque ces échanges de données s'imposent.

**Coopération technique et échange de renseignements**

10. Pratique recommandée

Afin d'éviter chaque fois que possible tout chevauchement d'activités les autorités douanières devraient consulter tant au niveau national qu'international les autres administrations, lorsque l'installation de systèmes est envisagée ou que des systèmes sont mis au point ou améliorés.

11. Pratique recommandée

Dans la mesure du possible, sur demande des autorités douanières d'un autre pays, les autorités douanières devraient coopérer dans les domaines techniques se rapportant aux systèmes informatiques à des fins douanières, en faisant appel autant que possible aux moyens que leur offre le Conseil à cet égard.

## Note

La coopération technique peut consister à :

- fournir des renseignements,
- apporter une formation informatique spécialisée dans le domaine de la douane,
- organiser des séminaires, des cours ou des symposiums destinés à des participants étrangers afin de promouvoir l'informatisation,
- fournir des avis d'expert après analyse sur place des procédures en vigueur.

## Note

The adoption of international standards for the representation of data elements, codes and coding structures, interface protocols and message syntax greatly facilitates data exchange between Customs administrations and between Customs administrations and international trade participants whenever there is a need for such data interchange.

**Technical co-operation and exchange of information**

10. Recommended Practice

Customs authorities should consult with other agencies (both national and international), when systems are being considered developed or enhanced, with a view to avoiding duplication of effort wherever possible.

11. Recommended Practice

Where practicable the Customs authorities should, at the request of the Customs authorities of another country, co-operate on technical matters concerning computerized systems for Customs purposes, utilizing the channels of the Council so far as may be possible.

## Note

Technical co-operation may take the form of :

- the provision of information,
- the provision of specialized Customs-related ADP training,
- the organization of seminars, courses or symposia intended for foreign participants in order to promote computerization,
- the provision of expert advice following on-site analysis of existing procedures.

## 12. Pratique recommandée

Aux fins du contrôle de la douane, les autorités douanières devraient recourir à des accords d'assistance administrative en vue de faciliter la vérification des systèmes informatiques commerciaux implantés dans les autres Etats.

## Interfaces entre les systèmes automatisés

## 13. Pratique recommandée

Lorsqu'elles automatisent les procédures, les autorités douanières devraient envisager la possibilité d'échanger les données avec les entreprises par liaison directe ou sur des supports lisibles par système informatique compte tenu des moyens techniques disponibles.

## Note

L'échange de données peut se faire, par exemple, au moyen d'interfaces d'introduction directe par les entreprises, par télétransmission ou sur des supports magnétiques.

## 14. Pratique recommandée

Les autorités douanières devraient évaluer les systèmes informatiques commerciaux qui ont une incidence sur les opérations douanières afin de s'assurer que ceux-ci sont conformes aux prescriptions douanières.

## Note

Cette évaluation peut avoir lieu au cours de la phase de conception du système, lors de sa mise en oeuvre, à intervalles réguliers par la suite et après toute amélioration apportée au système.

## 12. Recommended Practice

For the purposes of Customs control, Customs authorities should use administrative assistance arrangements to facilitate the audit of commercial ADP systems located in other States.

## Interfaces between automated systems

## 13. Recommended Practice

In automating procedures, Customs authorities should consider the possibility of interchanging data with trade users by direct link or on machine-readable media according to the technology available.

## Note

Data interchange may be by means of, for example, Direct Trade Input (DTI), teletransmission or magnetic media.

## 14. Recommended Practice

To ensure compliance with Customs requirements the Customs authorities should evaluate commercial ADP systems where those systems have an impact on Customs operations.

## Note

Such evaluations may take place during the design phase of the system in question, following implementation, at regular intervals following implementation and following major system enhancements.

## 15. Pratique recommandée

Les autorités douanières devraient mettre à la disposition des usagers les fichiers non confidentiels concernant, par exemple, les taux de change, les chiffres indiquant la position tarifaire et le code statistique, les taux des droits et taxes, les exonérations, les catégories de contingents, les soldes par contingent, les prohibitions et les restrictions.

## Utilisation des ordinateurs pour le contrôle de la douane

## 16. Pratique recommandée

Il conviendrait de maintenir, au sein de chaque administration des douanes et de façon continue, des relations et des mécanismes de consultation à l'échelon national entre les services responsables de l'informatique et ceux chargés du contrôle de la douane afin de déterminer les besoins de ces derniers et d'utiliser le mieux possible les techniques et installations informatiques pour répondre à ces besoins.

## 17. Pratique recommandée

Les autorités douanières devraient envisager d'établir et d'appliquer des critères de sélection dans le cadre du traitement automatisé des données en vue, particulièrement, de faciliter l'identification des déclarations des marchandises à examiner et des envois à vérifier.

## Renseignements concernant les applications douanières des ordinateurs

## 18. Norme

Les autorités douanières font en sorte que toute personne intéressée puisse se procurer sans difficulté tous renseignements utiles concernant les modalités d'application pratique des systèmes informatiques dans le domaine de la douane.

## 15. Recommended Practice

Customs authorities should make available to users non-sensitive files for example those concerning exchange rates, tariff item/statistical code combinations, rates of duties and taxes, exemptions, quota categories, quota balances, prohibitions and restrictions.

## Computer applications for Customs control

## 16. Recommended Practice

Continuous liaison and consultation should be established at the national level, between the services responsible for ADP and the services responsible for Customs control matters within each Customs administration with a view to identifying the needs of Customs control services and in order to make the best possible use of ADP techniques and facilities to assist in meeting such needs.

## 17. Recommended Practice

The Customs authorities should consider incorporating Customs selectivity criteria in Customs ADP systems, in particular, to facilitate the identification of Goods declarations for checking or of consignments for examination.

## Information concerning Customs applications of computers

## 18. Standard

The Customs authorities shall ensure that all relevant information concerning the ways and means of the practical application of ADP techniques in the Customs field is readily available to any person interested.

## Anlage J 1

## Anlage über die Anwendung der Datenverarbeitung beim Zoll

## Einleitung

Die Zollverwaltungen benutzen immer häufiger Datenverarbeitungstechniken für eine grosse Anzahl von Zolltätigkeiten, wie Bestandskontrolle, Aufzeichnungen über Waren, Bearbeitung von Zolldeklarationen, Buchung von Einnahmen, Lagerhaltung, Bekämpfung von Zuwiderhandlungen usw.

Die Wirtschaftsbeteiligten, wie z.B. die Beförderer, Einführer, Ausführer, Hafenbehörden, Spediteure, Banken, Versicherungsgesellschaften, Postbehörden usw., verwenden Datenverarbeitungstechniken auf verschiedenen Gebieten, die den Zoll berühren, wie die Erstellung von Zolldeklarationen auf Papier oder in maschinenlesbarer Form in elektronischen Datenaustauschsystemen.

Aufgrund sinkender Hardware-Kosten und der Möglichkeiten, die die Telematik bietet, wird die Datenverarbeitungstechnik zukünftig im internationalen Handel in noch grösserem Mass eingesetzt werden, um den Warenverkehr zu erleichtern.

Diese Anlage soll dazu dienen, den internationalen Handel zu erleichtern und den Zollverwaltungen behilflich zu sein, moderne Techniken zur Vereinfachung von Zollverfahren einzusetzen, die Anwendung internationaler Normen für den Datenaustausch zwischen den Zollverwaltungen und den anderen am internationa-

len Handel Beteiligten zu fördern und die Zollverwaltungen bei der Einführung neuer Datenverarbeitungssysteme und der Verbesserung bestehender Systeme zu unterstützen und zu beraten.

Begriffsbestimmungen

Im Sinne der Anlage bedeuten

- a) "Anwendung der Datenverarbeitung beim Zoll" alle Zolltätigkeiten, die durch den Einsatz von Datenverarbeitungstechniken unterstützt werden;
- b) "Code"
  1. eine Sammlung eindeutiger Regeln, die festlegen, wie Daten in einer bestimmten Form dargestellt werden können,
  2. die Darstellung einer Dateneinheit nach einem Code oder die Darstellung eines Zeichens in einem Satz codierter Zeichen,
  3. eine vollständige Sammlung codierter Darstellungen, die durch einen Code oder einen Satz codierter Zeichen festgelegt sind;
- c) "Datenelement" ein Konzept und ein damit verbundenes Merkmal, dessen Definition, Darstellung, Kennzeichnung und Bedeutung festgelegt worden sind. Es besteht aus einem allgemeinen Teil, der ein fest umrissenes Konzept darstellt, und einem Merkmal, der Dateneinheit;
- d) "Handbuch für Datenverarbeitung" das Handbuch über die Automatisierung von Zolltätigkeiten. Es enthält die Ergebnisse vom Rat durchgeführter Studien, einschliesslich seiner Empfehlungen und Richtlinien;

- e) "Dokument" alle Träger, die zur Aufnahme einer Anzahl von Daten bestimmt sind und auf denen diese tatsächlich aufgenommen sind; hierzu gehören Magnetbänder, Magnetplatten, Mikrofilme usw.;
- f) "Schnittstellenprotokoll" eine Sammlung von Regeln, die festlegen, wie die Netzkomponenten Verbindungen zwischen Datenverarbeitungssystemen herstellen, Daten austauschen und Verbindungen beenden;
- g) "Nachrichtensyntax" eine Sammlung von Regeln, die festlegen, wie die Benutzerdaten für die Fernübertragung strukturiert werden;
- h) "Zollamtliche Ueberwachung" die Gesamtheit der Massnahmen, durch die die Einhaltung der Gesetze und sonstigen Vorschriften gewährleistet wird, für deren Durchführung der Zoll zuständig ist.

#### Grundsätze

1.

Norm

Für die Anwendung der Datenverarbeitung beim Zoll gelten die Bestimmungen dieser Anlage.

2.

Norm

Die Zollbehörden prüfen die Möglichkeit, Datenverarbeitungstechniken zur Unterstützung von Zolltätigkeiten einzusetzen, und führen aufgrund der Ergebnisse dieser Untersuchungen Datenverarbeitungssysteme ein, soweit dies möglich, wirtschaftlich und zweckmässig ist.



## Anmerkungen

1. Datenverarbeitungstechniken können zur Unterstützung von Zolltätigkeiten auf vielen Gebieten eingesetzt werden, wie z.B.:

- Bestandskontrolle
- Aufzeichnungen über Waren
- Buchung von Einnahmen
- Bearbeitung von Zolldeklarationen
- Erstellen von Statistiken
- Bekämpfung von Zuwiderhandlungen

2. Die Zollbehörden können gegebenenfalls von den Unternehmen erreichen, dass sie sich an der Systementwicklung und den Betriebskosten beteiligen, da die Datenverarbeitung nicht nur dem Zoll, sondern auch den anderen Beteiligten zugute kommt.

3. Norm

Bei der Untersuchung der Frage, inwieweit die Einführung von Datenverarbeitungssystemen möglich ist, und bei der Planung und Einführung von Systemen prüfen die Zollbehörden die im Handbuch für Datenverarbeitung enthaltenen Richtlinien und wenden gegebenenfalls die dort empfohlenen Massnahmen an.

4. Empfohlene Praktik

Die Zollbehörden sollten den grösstmöglichen Gebrauch von Informationsquellen und Datenverarbeitungstechniken zum Zweck der zollamtlichen Ueberwachung machen.

Prüfung des nationalen Rechts vor Einführung der Datenverarbeitung

5. Empfohlene Praktik

Vor der Einführung von Datenverarbeitungstechniken sollten die Vertragsparteien das geltende nationale Recht prüfen. Bei Ausarbeitung oder Aenderung des nationalen Rechts sollten die Vertragsparteien darauf achten, dass dieses Recht sowohl die Datenverarbeitungsverfahren wie auch die manuellen Verfahren berücksichtigt.

6. Empfohlene Praktik

Die Vertragsparteien sollten sicherstellen, dass neues oder geändertes Recht folgendes vorsieht:

- andere Formen der Uebermittlung von Informationen als Alternative zur Dokumentation auf Papier (z.B. magnetische Datenträger und Datenfernübertragung);
- andere Formen der Feststellung der Echtheit als Alternative zu handschriftlichen und anderen Unterschriften auf Papier;
- Festlegung sachdienlicher Begriffe unter Verwendung international anerkannter Definitionen, die Datenträger berücksichtigen.

7. Empfohlene Praktik

Die Zollbehörden sollten vor der Einführung von Datenverarbeitungstechniken die in ihrem Land geltenden manuellen Verfahren, Dokumente und Codierungspraktiken überprüfen und gegebenenfalls modernisieren.

8. Empfohlene Praktik

Vorbehaltlich der in ihrem nationalen Recht festgelegten Voraussetzungen sollten die Vertragsparteien sicherstellen, dass die Zollbehörden das Recht haben, Daten für ihren eigenen Gebrauch zurückzubehalten und gegebenenfalls diese Daten mit anderen Zollverwaltungen und allen sonstigen Beteiligten mittels der Datenverarbeitungstechniken auszutauschen. Ebenso sollten die Zollbehörden für Prüfungszwecke und Buchhaltungskontrollen Zugang zu den Datenverarbeitungssystemen der Wirtschaftsbeteiligten haben.

## Verwendung von internationalen Normen

9. Empfohlene Praktik

Soweit wie möglich sollten bei der Datenverarbeitung durch die Zollbehörden international anerkannte Normen, insbesondere die vom Rat angenommenen und im Handbuch für Datenverarbeitung aufgeführten Normen, verwendet werden.

## Anmerkung

Die Annahme internationaler Normen für die Darstellung von Datenelementen, für Codes und Codierungsstrukturen, Schnittstellenprotokolle und Nachrichtensyntax erleichtert den Datenaustausch zwischen den Zollverwaltungen sowie zwischen den Zollverwaltungen und den am internationalen Handel Beteiligten erheblich, wenn sich ein Bedürfnis für einen derartigen Datenaustausch ergibt.

## Technische Zusammenarbeit und Austausch von Informationen

10. Empfohlene Praktik

Die Zollbehörden sollten andere nationale und internationale Verwaltungen zu Rate ziehen, wenn die Einführung von Systemen

beabsichtigt ist oder Systeme entwickelt oder ausgebaut werden, um nach Möglichkeit Doppelarbeit zu vermeiden.

11.

Empfohlene Praktik

Soweit wie möglich sollten die Zollbehörden auf Ersuchen der Zollbehörden eines anderen Landes in technischen Fragen der Datenverarbeitungssysteme für Zollzwecke zusammenarbeiten, wobei möglichst weitgehend die Mittel in Anspruch genommen werden sollten, die der Rat ihnen in dieser Hinsicht bietet.

Anmerkung

Die technische Zusammenarbeit kann umfassen:

- die Erteilung von Informationen;
- eine Spezialausbildung auf dem Gebiet der Datenverarbeitung beim Zoll;
- die Einrichtung von Seminaren, Kursen oder Symposien für ausländische Teilnehmer mit dem Ziel, die Datenverarbeitung zu fördern;
- die Erteilung von Sachverständigengutachten nach Untersuchung der bestehenden Verfahren an Ort und Stelle.

12.

Empfohlene Praktik

Zum Zweck der zollamtlichen Ueberwachung sollten die Zollbehörden Vereinbarungen über die gegenseitige Amtshilfe nutzen, um die Prüfung gewerblich verwendeter Datenverarbeitungssysteme in anderen Staaten zu erleichtern.

## Schnittstellen zwischen den Datenverarbeitungssystemen

13.

Empfohlene Praktik

Bei der Automatisierung der Verfahren sollten die Zollbehörden die Möglichkeit des Austausches von Daten mit den Wirtschaftsbeteiligten durch direkte Verbindung oder mit maschinenlesbaren Datenträgern unter Berücksichtigung der verfügbaren technischen Mittel vorsehen.

## Anmerkung

Der Datenaustausch kann z.B. durch direkte Dateneingabe der Wirtschaftsbeteiligten, durch Fernübertragung oder magnetische Datenträger vorgenommen werden.

14.

Empfohlene Praktik

Die Zollbehörden sollten die gewerblich verwendeten Datenverarbeitungssysteme, soweit sie die Tätigkeit des Zolls berühren, prüfen, um sicherzustellen, dass diese Systeme den Erfordernissen des Zolls entsprechen.

## Anmerkung

Diese Prüfung kann in der Planungsphase des Systems, bei der Einführung, in regelmässigen Abständen danach und nach jedem Ausbau des Systems stattfinden.

15.

Empfohlene Praktik

Die Zollbehörden sollten den Benutzern nichtvertrauliche Dateien zur Verfügung stellen, z.B. solche über Wechselkurse, Codenummern für Tarif und Statistik, Zoll- und Abgabensätze, Befreiungen, Kontingente, Restmengen von Kontingenten, Verbote und Beschränkungen.

Einsatz von Datenverarbeitungsanlagen für die zollamtliche Ueberwachung

16.

Empfohlene Praktik

Schweizerische Nationalbank /  
Innerhalb jeder Zollverwaltung sollten auf nationaler Ebene ständig Verbindungen und Konsultationen zwischen den für die Datenverarbeitung zuständigen Dienststellen und den für die zollamtliche Ueberwachung zuständigen Dienststellen unterhalten werden, um die Erfordernisse der letztgenannten Dienststellen zu ermitteln und dementsprechend die Datenverarbeitungstechniken und Datenverarbeitungseinrichtungen bestmöglich einsetzen zu können.

17.

Empfohlene Praktik

Die Zollbehörden sollten die Aufnahme von Auslese Kriterien in ihre Datenverarbeitungssysteme in Betracht ziehen, insbesondere, um die Bestimmung der zu prüfenden Zolldeklarationen und der Sendungen, bei denen eine Revision vorgenommen werden soll, zu erleichtern.

Informationen über die Anwendung der Datenverarbeitung beim Zoll

18.

Norm

Die Zollbehörden sorgen dafür, dass jede interessierte Person sich leicht alle zweckdienlichen Informationen über die Anwendung der Datenverarbeitung beim Zoll beschaffen kann.

EV	EE	Dep.	Art.	Artik.
		EDA		
Y		EDI	2	-
		EPD		
Y		EPD	2a	-
		EVD		
		EVED		
		IK		
Y		EPK	2	-
Y		FinDel	2	-